

Directives de la Direction

Directive de la Direction 3.9

Sur l'instrument de mobilité Mobi.Doc

La Direction de l'Université de Lausanne (UNIL),

vu l'article 24 de la loi du 6 juillet 2004 sur l'Université de Lausanne (LUL),

vu l'article 2 alinéa 2 du règlement d'application du 18 décembre 2013 de la loi sur l'Université de Lausanne (RLUL),

vu l'article 99 RLUL,

adopte la Directive suivante.

CHAPITRE 1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1 Objet

¹ La présente directive porte sur l'octroi de financements de mobilité en lien avec l'instrument Mobi.Doc.

² Par financements de mobilité, on entend les bourses et subsides de mobilité Mobi.doc, qui ont pour but de permettre aux doctorants d'effectuer un séjour de recherche à l'étranger afin d'approfondir leurs connaissances scientifiques, de développer leur réseau scientifique et d'avancer dans leur travail de doctorat.

Article 2 Terminologie

Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans la présente directive s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.

CHAPITRE 2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 3 Taux de change

L'UNIL verse les montants octroyés en francs suisses. Elle n'adapte pas ces montants au taux de change.

Article 4 Distinction en fonction des rapports de travail

¹ On distingue deux types de financement pour les doctorants immatriculés à l'UNIL, le subside de mobilité pour frais de séjour et la bourse de mobilité pour l'entretien personnel.

² Un financement Mobi.Doc peut être octroyé :

- a. à des personnes qui sont au bénéfice de rapports de travail avec l'UNIL durant la période d'exploitation du financement. Dans ce cas, il s'agit d'un subside complémentaire au salaire qui est alloué pour les frais de séjour ;
- b. à des personnes qui ne sont pas au bénéfice de rapports de travail avec l'UNIL. Dans ce cas, il s'agit d'une bourse qui contribue à l'entretien personnel.

Article 5 Lieux de recherche

¹ L'allocation Mobi.Doc finance le séjour de doctorants dans une institution hôte à l'étranger.

² Le lieu de recherche doit être différent du lieu de formation préalable aux études de doctorat. L'institution hôte ne doit pas se trouver dans le pays d'origine du requérant. Des exceptions peuvent être accordées sur demande justifiée.

³ Le séjour de recherche ne doit pas se dérouler dans une institution avec laquelle le doctorant est en cotutelle de thèse.

Article 6 Durée du financement

¹ L'allocation Mobi.Doc est octroyée pour une durée de six mois.

² Est réputé début de l'allocation de mobilité Mobi.Doc, le premier jour du mois où commence le séjour de recherche objet de ladite allocation, mais au plus tôt quatre mois après la date de dépôt du dossier de candidature et au plus tard douze mois après la date de la décision d'octroi, sous réserve du régime spécifique applicable aux demandes déposées au 1er mars 2024.

³ Pour les demandes déposées au 1^{er} mars 2024, est réputé début de l'allocation de mobilité le premier jour du mois où commence le séjour de recherche objet de ladite allocation. Toutefois, les bénéficiaires d'un financement Mobi.doc peuvent effectuer leur séjour de recherche à l'étranger uniquement dès le 1^{er} juillet 2024 jusqu'au 31 janvier 2025. La durée du financement pour ces demandes est limitée dans tous les cas au 30 juin 2025.

⁴ Les allocations de mobilité ne peuvent pas être attribuées rétroactivement.

CHAPITRE 3 CONDITIONS FORMELLES

Article 7 Conditions personnelles

A l'exception des doctorants financés par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS), peut déposer une requête d'allocation de mobilité tout doctorant immatriculé à l'UNIL qui :

- a. est immatriculé au minimum depuis douze mois en tant que doctorant (vaut également pour les candidats à un MD-PhD) à l'UNIL à la date du délai de soumission de la requête. Dans des cas justifiés, les requérants peuvent être exemptés de cette condition. Une justification détaillée écrite doit alors être jointe à la requête ;
- b. est de nationalité suisse, dispose d'une autorisation d'établissement ou de séjour en Suisse valable ou d'une autorisation pour frontaliers valable, est marié avec un Suisse ou vit en partenariat enregistré avec un Suisse. Les requérants n'ayant pas la nationalité suisse doivent également faire valoir au moins un an d'activité dans une institution de recherche en Suisse à la date du délai de soumission de la requête ;
- c. confirme par écrit son intention de poursuivre son doctorat à l'UNIL après le séjour de mobilité et d'obtenir son doctorat dans celle-ci.

Article 8 Délais et format du dépôt

¹ Une requête peut être déposée au 1^{er} mars ou au 1^{er} septembre de chaque année, à 23h59 au plus tard.

² Les requêtes sont enregistrées par les demandeurs via une plateforme électronique et au format de données prévu par celle-ci.

Article 9 Adresse postale en Suisse

Le requérant d'une allocation Mobi.Doc doit mentionner dans sa requête une adresse postale en Suisse afin que les organes compétents puissent lui notifier valablement les communications

officielles durant la procédure du traitement de la requête, ainsi que pendant la durée du financement.

CHAPITRE 4 TRAITEMENT DES REQUÊTES

Article 10 Organe compétent

¹ L'octroi des allocations Mobi.Doc est de la compétence de la Commission d'expertise de la recherche (CxR) de l'UNIL.

² Les missions, la composition et le fonctionnement de cette commission font l'objet d'un règlement de la Direction.

Article 11 Non-entrée en matière

La CxR n'entre pas en matière sur les requêtes qui ne remplissent pas les conditions formelles.

Article 12 Critères d'évaluation

¹ Dans la mesure où les requêtes remplissent les conditions formelles, elles sont soumises à une évaluation scientifique.

² Les critères d'évaluation sont les suivants :

- a. qualité, originalité et actualité du projet de recherche dont la réalisation est prévue pendant le séjour de recherche ;
- b. accomplissements scientifiques du requérant au moment de la requête ;
- c. perspectives d'atteindre l'objectif de formation visé par la bourse de mobilité;
- d. aptitude personnelle du requérant à obtenir son doctorat ;
- e. aptitude personnelle du requérant à mener une carrière scientifique ;
- f. qualité du lieu prévu pour le séjour scientifique, notamment les conditions locales de travail, les possibilités d'encadrement et de formation professionnels, ainsi que le bénéfice escompté de cette mobilité.

³ La CxR évalue chaque requête en comparaison avec les autres requêtes. Elle sélectionne les requêtes les plus prometteuses pouvant faire l'objet d'une allocation et en détermine le montant sur la base des barèmes fixés par la Direction de l'UNIL.

⁴ La CxR communique par écrit sa décision au requérant avec l'indication des motifs.

Article 13 Décisions

¹ Toutes les décisions relatives aux allocations Mobi.Doc sont prises et notifiées conformément à la loi sur la procédure administrative (LPA-VD).

² L'article 83 LUL s'applique en cas de recours.

CHAPITRE 5 FRAIS COUVERTS PAR LA BOURSE

Article 14 Subside à l'entretien personnel

¹ L'UNIL verse aux bénéficiaires une bourse ou un subside fixé selon des barèmes contraignants pour subvenir à l'entretien personnel ou aux frais de séjour des bénéficiaires sur le lieu de recherche. Les montants sont versés selon les barèmes du FNS pour les bourses et ceux fixés par le SRH de l'UNIL pour les subsides, tels qu'en vigueur au moment de la décision d'octroi.

² Les barèmes sont plus élevés pour les bénéficiaires accompagnés d'un ou d'une partenaire qui n'exerce pas d'activité rémunérée et qui les accompagne. Pour les couples non mariés et sans enfant,

le barème supérieur est appliqué seulement si un partenariat stable existe à la date de soumission de la requête.

³ En sus du subside à l'entretien personnel, l'UNIL verse aux bénéficiaires avec enfant(s) une allocation qu'elle fixe elle-même. Les allocations pour enfant(s) octroyées par des tiers sont déduites du montant des allocations obtenues.

Article 15 Contribution aux frais de voyage

¹ En plus du subside à l'entretien personnel, l'UNIL verse aux bénéficiaires, ainsi qu'aux membres de leur famille (aux sens des dispositions qui précèdent) les accompagnant, une contribution pour un aller et retour entre leur lieu de séjour habituel (par ex. la Suisse) et leur lieu de recherche.

² La Direction de l'UNIL fixe périodiquement le montant et les conditions de la contribution aux frais de voyage.

Article 16 Autres frais

¹ Pour autant que les conditions respectives soient remplies, les requérants peuvent demander dans leur requête le versement d'autres contributions énumérées ci-après jusqu'à concurrence de CHF 1'500.- au total :

- a. une contribution pour les frais d'inscription à verser à l'institution hôte dans la mesure où ils prouvent que cette dernière n'a pas accédé à une demande d'exemption des taxes ;
- b. une contribution afin de participer à des congrès scientifiques importants pour leurs propres recherches, dans la mesure où ils prouvent que l'unité de rattachement à l'UNIL n'offre pas de telles indemnités ;
- c. une contribution pour couvrir les frais indispensables à la réalisation de leur projet de recherche, dans la mesure où ils prouvent que l'institution hôte n'offre pas de telles prestations.

² L'UNIL se réserve le droit d'octroyer ou non les contributions mentionnées à l'alinéa précédent et, en cas d'octroi, de fixer des montants maximaux pour chacune d'elles.

Article 17 Moyens financiers additionnels

¹ Les bénéficiaires doivent informer immédiatement par écrit la CxR de tous les moyens financiers qu'ils reçoivent d'autres organisations ou institutions dans le contexte de leur séjour de recherche financé par l'instrument de mobilité « Mobi.Doc ».

² Si les moyens financiers additionnels dépassent un montant que l'UNIL fixe périodiquement, ils peuvent être déduits lors du calcul de l'allocation.

CHAPITRE 6 DROITS ET DEVOIRS DES BÉNÉFICIAIRES

Article 18 Versement de l'allocation

¹ Le déblocage de la bourse ou du subside octroyé est effectué sur demande des bénéficiaires. Le versement est effectué en francs suisses sur un compte bancaire ou postal en Suisse, au plus tôt un mois avant le début du séjour.

² Le droit au versement de l'allocation octroyée s'éteint si le séjour de recherche n'a pas lieu ou si celui-ci est prématurément interrompu.

Article 19 Assurances

¹ Les bénéficiaires d'un financement de mobilité Mobi.Doc qui ne sont pas au bénéfice de rapports de travail avec l'UNIL ne sont pas assurés durant leur séjour de mobilité. Il est de la responsabilité des bénéficiaires de conclure les assurances (notamment maladie, accidents, perte de gain, etc.) adéquates pour eux ainsi que pour les membres de leur famille.

² Aucun subside complémentaire n'est versé en cas de service militaire ou civil et de protection civile.

Article 20 Rapports

¹ Dans les six semaines après la fin de son séjour de recherche, le bénéficiaire d'un financement Mobi.Doc remet un rapport scientifique et un rapport financier à la CxR.

² Le contenu du rapport scientifique sera évalué par un membre au minimum de la CxR dans un délai de 4 semaines. Le résultat de cette évaluation sera notifié au bénéficiaire du financement.

Article 21 Modifications du plan de recherche ou du lieu de recherche

Après l'octroi du financement, les travaux de recherche décrits (plan de recherche et calendrier) ou le lieu de recherche mentionné dans la requête ne peuvent être changés qu'après approbation par la CxR.

Article 22 Abandon ou arrêt prématuré

¹ Si les bénéficiaires renoncent à leur financement de mobilité ou si les recherches doivent être interrompues prématurément, les bénéficiaires en informeront immédiatement par écrit la CxR en mentionnant les causes.

² Les bénéficiaires doivent alors rembourser à l'UNIL le solde du subside à l'entretien personnel déjà versé (au prorata des mois restants), ainsi que les éventuels compléments financiers non utilisés.

CHAPITRE 7 DISPOSITIONS FINALES

Article 23 Adoption

La présente directive a été adoptée par la Direction dans sa séance du 12 janvier 2021.

Article 24 Entrée en vigueur

La présente directive entre en vigueur le 12 janvier 2021.

Actualisations de la Directive adoptées par la Direction le 17 mai 2022 et le 23 janvier 2024.

Entrée en vigueur : 14 février 2024.